

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 18 AVRIL 2018

SOMMAIRE

- 1) Pas si simple
- 2) Les envahisseurs ?!
- 3) Les couillonades...
- 4) L'argent n'a pas d'odeur !
- 5) Ecologie maritime
- 6) Drogue et sexe dans le XIII arrondissement à Paris...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Wauquiez au JDD : "Le macronisme est un illusionnisme"



© Sipa Le président des Républicains Laurent Wauquiez étrille l'action d'un chef de l'État qui, selon

Le président des Républicains Laurent Wauquiez étrille l'action d'un chef de l'État qui, selon lui, "ne comprend pas la France".

"Ce qui me frappe, c'est qu'[Emmanuel Macron](#) ne ressent pas le pays et ne comprend pas la France" : l'attaque de [Laurent Wauquiez](#) est directe. Dans le *Journal du Dimanche*, le président des Républicains dresse la liste de ses critiques envers le Président : "Il ne comprend pas le ras-le-bol des classes moyennes : il augmente les impôts de 4,5 milliards d'euros cette année, il n'a pas un mot sur leur appauvrissement. Il ne sait pas non plus ce que c'est d'être un retraité en France avec 1.200 euros. Le candidat de la feuille de paie est en train de devenir le président de la feuille d'impôt!" Et de compléter : "Emmanuel Macron s'adresse uniquement à ceux qui n'ont pas de problèmes, il n'a pas compris qu'il fallait réunir les deux France."

Laurent Wauquiez revient sur l'interview du chef de l'État au 13-Heures de TF1. Extraits : "Ce n'est pas avec une gentille interview dans une classe rurale que vous répondez [aux] problématiques" des dotations des collectivités ou de la fermeture des petites lignes SNCF ; "Donner une leçon de macroéconomie à des retraités qui ont peur pour leur pouvoir d'achat et leur dire merci avec un sourire, c'est indécent."

"Si j'étais parlementaire, je voterais la loi sur la SNCF", dit Wauquiez

Cependant, malgré les critiques, Laurent Wauquiez ne veut pas être "sectaire": "Ainsi, je soutiens la réforme de la SNCF, qui, même si elle est incomplète, va dans la bonne direction. Si j'étais parlementaire, je la voterais." Ce qui ne l'empêche pas d'être contre la reprise par l'État de la dette de la SNCF : "Cela reviendrait à dire que ce sont encore les Français qui vont payer. Sur ce sujet, comme sur beaucoup d'autres, le macronisme est un illusionnisme."

Selon Laurent Wauquiez, Emmanuel Macron "sous-estime gravement l'ampleur de la menace que représente l'intégrisme islamique". Il détaille l'ensemble de ses propositions pour combattre le djihadisme. Pour certaines, des arguments de droit s'y opposent : "Ce n'est pas à la lutte terroriste de s'adapter au droit, mais au droit de s'adapter à la lutte contre le terrorisme", tranche-t-il. Il réagit au projet de loi asile immigration : "Alors que nous n'avons jamais accueilli autant d'immigrés, 262.000 en 2017, il n'y a aucune volonté sérieuse d'en diminuer le nombre."

Il explique également sa stratégie politique d'opposant : "Moi, je ne fais pas dans le : 'en même temps'. Je ne cherche pas à plaire à tout le monde comme le Président. Je ne crois pas que l'ambiguïté permanente soit notre horizon. Je veux dire tout haut ce que les Français pensent tout bas."



II) LE MAIRE DU XIX ARRONDISSEMENT TIRE LA SONNETTE D'ALARME ET DEMANDE A L'ETAT D'AGIR



Le maire du XIXe arrondissement François Dagnaud, membre du Parti Socialiste, interpelle le préfet pour que l'État agisse sur le camp d'immigrants qui grossit à vue d'œil sous le périphérique entre la Porte d'Aubervilliers et la Porte de la Villette.

La situation sanitaire empire malgré l'installation d'un point d'eau, de toilettes et de bennes à ordures, et la perspective de la fermeture de la « bulle » de la Porte de La Chapelle risque encore d'aggraver la situation.

Le préfet Michel Delpuech a rétorqué que les campements sont sur le domaine municipal et qu'à ce jour, aucune décision de justice n'a été demandée pour mettre fin à cette occupation.

Cette situation compliquée met en exergue l'incapacité de nos élites politiques à assurer une vie décente aux riverains qui font les frais d'une situation qui risque de dégénérer à tout moment.

NOVOPRESS.INFO

III) Frappes en Syrie : les fanfaronnades de Macron démenties par Washington et la Turquie



Au cours de son interview dimanche soir, Emmanuel Macron s'est vanté d'avoir "convaincu" Donald Trump et "séparé" Russes et Turcs sur la question syrienne. Mais Ankara et Washington se sont empressés de contredire ces affirmations.

Emmanuel Macron en aurait-il trop fait ? Au début de son interview par Jean-Jacques Bourdin et Edwy Plenel ce dimanche 15 avril, le président de la République a livré sa version des coulisses et des conséquences des frappes aériennes ayant ciblé le programme d'armement chimique de la Syrie, se targuant d'avoir "séparé" la Turquie et la Russie ainsi que d'avoir "convaincu" Donald Trump de maintenir ses troupes sur le terrain. Deux affirmations qui ont suscité pas moins de trois démentis en moins de 24 heures, venant à la fois de Washington et d'Ankara.

"Il y a dix jours, le président Trump disait : les Etats-Unis d'Amérique ont vocation à se désengager de la Syrie, nous l'avons convaincu qu'il était nécessaire d'y rester (...) je vous rassure, nous l'avons convaincu qu'il fallait rester dans la durée", a d'abord plastronné Emmanuel Macron. Piquant manifestement au vif la susceptibilité de son homologue américain, qui a fait apporter quelques heures plus tard cette précision par la Maison Blanche : "La mission américaine n'a pas changé : le président a dit clairement qu'il veut que les forces américaines rentrent dès que possible". Et de rappeler que la présence des quelques 2.000 soldats américains sur le sol syrien n'ont qu'un seul objectif : combattre l'État islamique.

Emmanuel Macron a réagi ce lundi à la rebuffade, assurant que les deux pays ont la "même position" sur la durée de leur engagement militaire dans la région, ainsi que sur son but : "Je n'ai pas dit que ni les

Etats-Unis, ni la France allaient rester militairement engagés dans la durée en Syrie (...) La Maison Blanche a raison de rappeler que l'engagement militaire est contre Daech et s'arrêtera le jour où la guerre contre Daech sera parachevée", a-t-il rectifié en marge d'une conférence de presse aux côtés de la Première ministre de Nouvelle-Zélande à l'Élysée.



Mais après Washington, c'est à Ankara qu'on s'est étonné en entendant les déclarations d'Emmanuel Macron. Vantant une démonstration de force faite au régime de Damas ainsi qu'à son allié Vladimir Poutine, il a brandi un deuxième succès diplomatique : "Ensuite, par ces frappes et cette intervention, nous avons séparé sur ce sujet les Russes des Turcs (...). Les Turcs ont condamné les frappes chimiques et ont soutenu l'opération

que nous avons conduite", quand la Russie s'est évidemment à l'opération, la dénonçant "avec la plus grande fermeté". En effet, bien que Moscou et Ankara soient alliés sur le dossier syrien, Recep Tayyip Erdogan a bel et bien soutenu les frappes occidentales dans le pays, estimant qu'elles étaient une "réponse appropriée" aux "attaques inhumaines" de Damas.

Sauf que l'annonce fanfaronne du président français n'a pas plu pour autant à la diplomatie turque. Laquelle a mis un point d'honneur ce lundi à la démentir à deux reprises. "La politique de la Turquie en Syrie n'est pas d'être avec ou contre qui que ce soit", a affirmé le porte-parole du gouvernement, Bekir Bozdag, avant d'expliquer que la Turquie s'opposait aussi bien "aux soutiens apportés au régime" qu'aux "soutiens apportés aux organisations terroristes". La réaction de la tête de la diplomatie turque a ensuite été encore plus virulente : "Nous pourrions penser différemment mais nos relations ne sont pas faibles à tel point que le président français puisse les rompre", a cinglé le ministre des Affaires étrangères turc Mevlüt Cavusoglu. "Ceux qui défendent ce qui est juste peuvent avoir leurs divergences mais les principes de la Turquie sont clairs", a-t-il ajouté, reprochant vertement à Emmanuel Macron ses propos : "Nous attendons des déclarations dignes d'un chef d'Etat. Nos relations avec la Russie ne sont pas une alternative à nos relations avec l'Otan ou avec nos alliés".



MAIS AUSSI :

1) Sibyle Veil, Mathias Vicherat... Les camarades de promo d'Emmanuel Macron à l'ENA ont décroché des jobs en

[Sophie LEVY AYOUN](#)



AFP

LAPRESSEENREVUE.EU

La promotion Senghor de l'ENA est en passe de rentrer dans l'Histoire de la politique française. Sur la photo de classe, on retrouve Emmanuel Macron mais aussi d'autres personnalités de premier plan comme Mathias Vicherat (SNCF) et Sibyle Veil, qui vient de décrocher la très convoitée présidence de Radio France.

On connaissait déjà la promotion Voltaire de l'École nationale d'administration (ENA) dont sont issus François Hollande, Ségolène Royal, Michel Sapin ou encore Dominique de Villepin. Place maintenant à la nouvelle génération et à la promotion Senghor (2002-2004). De nombreuses personnalités, des quadras qui sont aujourd'hui installés à des postes d'importance, appartiennent en effet à cette même fournée d'étudiants. Avec comme tête d'affiche, Emmanuel Macron évidemment, sorti 5e de sa classe.



© AFP

Sibyle Veil

Sibyle Veil, 40 ans, a été choisie par le Conseil supérieur de l'audiovisuel pour prendre la tête de Radio France, et donc succéder à Mathieu Gallet. Elle appartenait déjà à la Maison Ronde puisqu'elle était depuis 2015 directrice déléguée en charge des opérations et des finances. Auparavant, elle était en charge de la transformation de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) et était passée à l'Élysée comme conseillère "travail, santé, logement" de Nicolas Sarkozy. Son amie Marie Drucker la décrit dans Le Parisien comme "une travailleuse, solide dans ses convictions et qui agit dans le respect de ses interlocuteurs". Elle est mariée depuis 2006 à Sébastien Veil, le petit-fils de Simone Veil, qu'elle a rencontré à l'ENA.



© AFP PHOTO / BERTRAND GUAY

Gaspard Gantzer

Gaspard Gantzer est connu pour son rôle auprès

de François Hollande. Il a en effet été nommé chargé de la communication de l'Élysée en 2014, en remplacement d'Aquilino Morelle. A ce poste, il avait activement milité pour la nomination d'Emmanuel Macron à l'Économie. En mai 2017, Gaspard Gantzer est investi par La République en marche pour être candidat aux élections législatives en Ille-et-Vilaine mais il renonce très rapidement face à ceux qui l'accusent d'avoir été "parachuté". Auparavant, il s'était occupé de la communication de la mairie de Paris, de l'ancien maire de la capitale Bertrand Delanoë ou encore de l'ex-ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius. Il a créé l'an dernier une société de conseil baptisée "2017".



© AFP PHOTO / ALAIN JOCARD

Mathias Vicherat

Le position de Mathias Vicherat, 39 ans, n'est pas inutile pour Emmanuel Macron alors que la colère gronde chez les cheminots. Son camarade de promo est en effet directeur général adjoint de la SNCF. Il est plus particulièrement chargé du projet d'entreprise et de la communication de la société ferroviaire. En cette période de grève, il est donc régulièrement amené à s'exprimer dans les médias. Il est parfois vu comme un successeur potentiel de Guillaume Pepy à la tête de la SNCF. Dans le passé, Mathias Vicherat a été le directeur de cabinet de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris. "Parfois, je lève les yeux, et lorsque je vois Emmanuel serrer la main de Poutine alors que je suis en train de régler des problèmes de TER, je me dis que j'ai raté ma vie professionnelle", déclare-t-il dans le livre *Les Jeunes Gens*, avec un brin d'ironie. Il a été l'un des témoins du mariage de celle qui deviendra Sibyle Veil. Mathias Vicherat est le compagnon de Marie Drucker (photo).

La suite de la promotion: <https://photo.capital.fr/sibyle-veil-mathias-vicherat-les-camarades-de-promo-d-emmanuel-macron-a-l-ena-ont-decroche-des-jobs-en-or-28930#sebastien-proto-498450>

Capital

2) Emmanuel Macron est-il vraiment le président de tous les Français?

Pierre Rondeau

L'étude des premières mesures économiques du gouvernement Philippe semble le contredire.



Emmanuel Macron face à Jean-Jacques Bourdin et Edwy Plenel, Palais de Chaillot, Paris, le 15 avril 2018. | François Guillot / AFP / Pool

Depuis une semaine, Emmanuel Macron s'est lancé dans une grande campagne de communication. Alors que les sondages s'enchaînent et font état d'un décrochage de la part la plus populaire de la population –[27% de confiance chez les ouvriers et employés ce mois-ci contre 65% chez les cadres](#)– et qu'ils sont de plus à plus à se déclarer déçus par son action –[44% des personnes interrogées contre 21% deux mois après son élection](#)– le président semble avoir décidé d'entamer de multiples actions pour inverser la tendance.

Cela est parti d'un constat lourd: son mouvement, La République en marche (LREM), qui avait réussi à s'imposer sur l'échiquier politique en s'affichant à la fois «de droite et de gauche», en proposant une synergie entre des actions sociales et des réformes libérales, apparaît de plus en plus comme un «parti de droite».

Selon [une récente enquête réalisée par Ipsos pour Le Monde](#), 25% des sondés estiment en effet que LREM s'ance à droite, contre seulement 15% il y a un an. Au total, en comptabilisant les réponses «très à droite», «à droite» et «au centre-droit», 50% des Français considéreraient le parti du président comme un mouvement proche de Les Républicains. Ils n'étaient que 30% en mars 2017.

Il faut dire que les mesures prises ont pu confirmer cette situation. Depuis l'élection d'Emmanuel Macron au poste suprême, ont été votées [la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune \(ISF\) en un impôt sur la fortune immobilière \(IFI\)](#), la création d'un [prélèvement forfaitaire unique \(PFU\)](#) sur les revenus du capital, la suppression de la dernière tranche d'imposition sur les revenus du secteur banque et finance, [la baisse des APL](#), la [réduction des emplois aidés](#), la diminution des aides en faveur du sport et du secteur associatif, l'augmentation du prix du tabac, de la fiscalité écologique et de la CSG, les ordonnances sur la libéralisation du marché du travail...

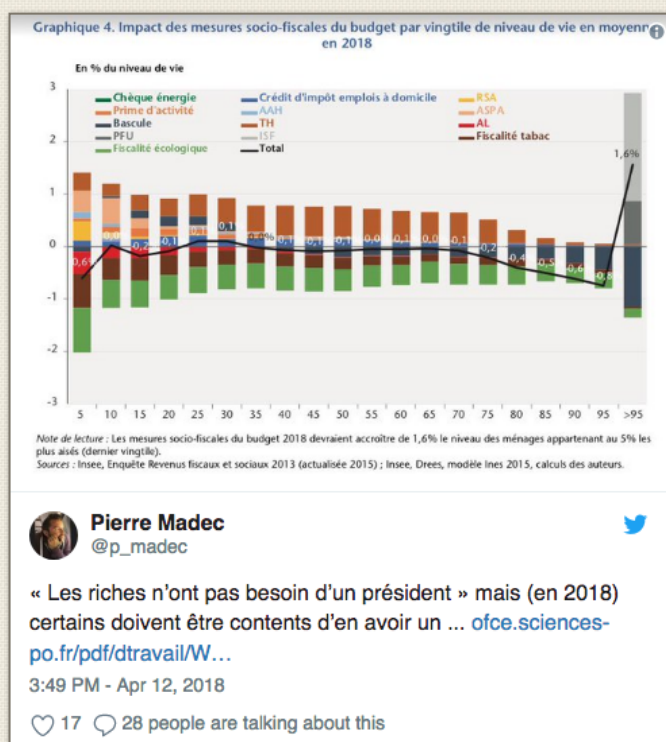
Un impact faible sur l'ensemble des ménages français

D'après un rapport de l'Observatoire français des

[conjunctures économiques \(OFCE\)](#), ces mesures auraient, dès 2018, un impact faible voire négatif sur l'ensemble des ménages français, excepté une partie, celle des 5% les ménages les plus aisés du pays, ceux gagnant plus de 60.000€ par an par unité de consommation (et jusqu'à 135.000€ pour le dernier 1%).

En décortiquant et en comptabilisant l'ensemble des mesures économiques, sociales et fiscales prises par le gouvernement d'Édouard Philippe depuis 2017, appliqué à un logiciel macroéconométrique, [les économistes Pierre Madec, Mathieu Plane et Raul Sampognaro](#) constatent un effet quasiment nul sur le pouvoir d'achat des 75% premiers ménages français.

Ensuite, ceux situés entre 75% et 95% voient une diminution de leur niveau de vie de 0,5% en moyenne (mais qui peut monter à -0,8% pour le neuvième décile). Ils observent en revanche une hausse exceptionnelle de 1,6% pour les très riches, les 5% les plus fortunés de France.



«[Les] 5% de ménages les plus aisés [...] devraient profiter pleinement des réformes sur la fiscalité du capital mobilier et verront leur niveau de vie s'accroître de 1,6 % en moyenne par unité de consommation, soit 1.730 euros par ménage. La transformation de l'ISF en IFI devrait procurer un gain de revenu disponible de l'ordre de 2.270 euros par an en moyenne et la mise en place du PFU un gain de l'ordre de 920 euros en moyenne. A contrario, la bascule cotisation / CSG devrait réduire leur revenu disponible de 1.270 euros et la fiscalité indirecte de 230 euros.»

Relancer la compétitivité avant de soutenir les classes populaires

«Il faut faire un effort et des mesures en faveur des plus démunis vont arriver», pourraient rétorquer les membres du gouvernement et les députés LREM. On assainit les finances et on relance la compétitivité du pays avant de soutenir les classes pauvres, en quelque sorte. Un plan en deux parties.

À travers les différentes valorisations des aides sociales, dont l'AAH et la prime d'activité, couplées à [la suppression prochaine de la taxe d'habitation pour 80% des Français](#), le pouvoir d'achat devrait prochainement repartir à la hausse et assurer une meilleure redistribution entre tous les Français. C'est en tout cas le projet d'Emmanuel Macron et du Premier ministre, Édouard Philippe.

Seulement, cela, les économistes de l'OFCE l'ont aussi intégré dans leur étude et ont analysé les impacts *a posteriori* sur le niveau de vie, ceux observables en fin d'année 2018. Alors? Bien qu'ils constatent effectivement une amélioration non négligeable pour les premiers 75% des ménages –dont une hausse de 1,1% pour les 10% les plus pauvres et entre 0,4 et 0,9% pour tous les autres, ce sont encore les très riches qui tirent profits de la politique gouvernementale. Le gain serait même plus important, avec une hausse de 1,9%!

La conclusion est sans appel: «En faisant de la baisse de la fiscalité sur le capital une priorité du budget pour 2018, le gouvernement a fait le choix de privilégier à court terme les ménages les plus aisés. Si certaines mesures visent à soutenir le pouvoir d'achat des ménages modestes et des classes moyennes, leur montée en charge tardive devrait conduire à un accroissement des inégalités de niveau de vie en moyenne sur 2018».

Au total, les seuls 5% des ménages les plus aisés devraient capter, sur toute l'année 2018, «42% des gains à attendre de la mise en place des mesures». Autrement dit, 95% des ménages devraient bénéficier de seulement 58% des mesures économiques, sociales et fiscales voulues par Emmanuel Macron.

Retrouver la confiance des plus démunis

Le président est face à un lourd problème. Les mouvements sociaux continuent, la colère gronde et ses principales actions pour stopper cette hémorragie ne sont qu'homéopathiques. Ce n'est pas en faisant le premier JT de France dans un village de Normandie, jeudi 13 avril, en affrontant Jean-Jacques Bourdin et Edwy Plenel, le dimanche 15 avril sur BFM TV, ou en divisant par deux le prix du permis de chasse qu'il réussira à retrouver le cœur des classes populaires, ni qu'il arrivera à retrouver la confiance des plus démunis.



Les faits sont là: les principales politiques économiques et fiscales de La République en marche l'ont été en faveur des plus riches. Si Macron veut inverser la courbe des sondages, il va peut-être devoir s'y prendre différemment...

IV) Evasion fiscale: La France fait-elle vraiment tout ce qu'il faut pour combattre la fraude?

Oxfam estime que la position d'Emmanuel Macron est «hypocrite»...



Emmanuel Macron lors de son interview sur BFMTV, le 15 avril 2018. — Blondet Eliot-POOL/SIPA

- Emmanuel Macron a promis dimanche qu'il serait intraitable contre la fraude fiscale.
- L'exécutif prépare un nouveau texte de loi.
- Mais certains observateurs comme Oxfam jugent que le président est trop frileux et ne s'engage pas véritablement.

Après le discours de la Sorbonne, voici venir le discours de Strasbourg. Emmanuel Macron [se déplace ce mardi au Parlement européen](#) pour parler de l'avenir de l'UE. « Ce sera un appel à la responsabilité, à l'engagement européen » a expliqué la semaine dernière l'Élysée à l'AFP. Le chef de l'État en profitera peut-être pour aborder un thème sensible à l'échelle du continent : [l'évasion fiscale](#). Les différents scandales - [Luxleaks](#), [Panama Papers](#), [Football Leaks](#) - ont montré que le phénomène était largement répandu. En France, le phénomène représenterait chaque année [une perte de 60 à 80 milliards d'euros](#) pour les caisses de l'État.

Interrogé sur ce thème dimanche par Edwy Plenel et Jean-Jacques Bourdin, Emmanuel Macron s'est montré volontariste. « La fraude [fiscale], on lutte contre, et on la sanctionne » a-t-il lancé, avant de rappeler que le [projet de loi « anti-fraude »](#) présenté fin mars allait permettre « d'accroître les sanctions à l'égard des paradis fiscaux ».

Une liste et des critiques

Le discours a laissé Oxfam plutôt sceptique. L'ONG, en pointe dans la lutte contre l'évasion fiscale, estime que le chef de l'État a fait preuve « d'hypocrisie » dimanche. « Emmanuel Macron a quand même réussi à dire que le Luxembourg ou les Pays-Bas avaient des législations fiscales « permettant des contournements massifs », mais qu'ils n'étaient pas des paradis fiscaux. Il va falloir nous expliquer la différence » ironise Manon Aubry, responsable de plaidoyer justice fiscale et inégalités à Oxfam France.

L'ONG se montre ainsi très critique sur [la fameuse « liste noire » élaborée par l'UE](#) qui doit être intégrée au projet de loi vanté par le président de la République. « Des paradis fiscaux notoires comme la Suisse ou les Îles Caïmans n'y figurent même pas, remarque Manon Aubry. Et aucun pays de l'UE n'est épinglé. En refusant d'appliquer des sanctions à des pays comme l'Irlande, Emmanuel Macron manque de courage ».

Cette accusation est réfutée par les soutiens du

président. « Il ne faut pas tout confondre, insiste Stanislas Guérini, porte-parole LREM à l'Assemblée. En ce qui concerne nos partenaires européens, même si tout le monde n'est pas exemplaire, nous avons des échanges avec eux. Quand on suit notre méthode, on arrive à faire bouger les lignes en Europe. Je rappelle que nous sommes en faveur d'une harmonisation fiscale ».

L'épreuve de vérité

Cela tombe bien, car [un texte primordial](#) a récemment été adopté par le Parlement européen. Il vise à imposer une « assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés » (ACCIS). S'il est mis en place, ce dispositif empêchera les multinationales de jongler avec les législations fiscales des pays de l'UE et de transférer tous leurs bénéfices dans le pays le plus avantageux.



Mais aujourd'hui, rappelle l'eurodéputée écologiste Eva Joly, « ce texte est bloqué au Conseil [l'institution de l'UE qui regroupe les ministres des 27 pays et qui partage le pouvoir législatif avec le Parlement] ». Pour la spécialiste de la lutte contre la fraude fiscale, c'est l'épreuve de vérité pour Emmanuel Macron : « S'il veut vraiment lutter contre l'évasion fiscale et apparaître comme un vrai leader européen, il faut qu'il débloque la situation et qu'il mette le sujet à l'ordre du jour ». Elle conclut par un avertissement : « Si nous ne sommes pas capables d'arrêter cette course vers le néant, les citoyens vont comprendre que l'Europe est totalement impuissante ».



V) La marine marchande s'engage enfin à limiter ses émissions de gaz à effet de serre

Par [Loïc Chauveau](#)

Les 92.000 pétroliers, vraquiers, porte-conteneurs, paquebots qui sillonnent les mers du monde devront réduire de moitié leurs émissions de CO₂ d'ici 2050.



Un cargo passe le canal de Panama AFP/Archives - Rodrigo ARANGUA

MARINE. Vendredi soir tard, à Londres, les 173 représentants des États membres de [l'Organisation maritime internationale \(OMI\)](#) se sont mis d'accord sur des objectifs de limitation de gaz à effet de serre après deux semaines d'après négociations. Les émissions du secteur devront avoir diminué de moitié en 2050 par rapport à 2008. Aujourd'hui, la marine marchande, qui traite 80% du commerce international, est responsable de 2,2% des émissions mondiales. Selon [la convention onusienne sur le climat](#), cette part pourrait augmenter de 50 à 250% d'ici 2050 pour atteindre 17% si rien n'est fait. [L'accord](#) stipule que les émissions du secteur devront commencer à décliner "dès que possible". [Les ONG environnementales](#) impliquées dans la lutte contre le [réchauffement climatique](#) ont salué l'initiative tout en soulignant que l'effort n'est pas suffisant pour maintenir les températures mondiales en dessous de 2°C de hausse.

Les techniques existent pour des bateaux propres

PAVILLONS. L'accord a été particulièrement difficile à obtenir. Alors que l'Union européenne, l'Australie et les Îles Marshall plaident pour une suppression totale des émissions au milieu du siècle, les États-Unis, l'Arabie Saoudite, le Brésil s'opposaient à tout objectif contraignant. La réduction de moitié des émissions est donc un compromis.

La position des Îles Marshall a été prépondérante. Ce petit archipel menacé par la montée du niveau des mers est en effet le troisième pavillon de la marine marchande internationale derrière le Panama et le Libéria. Cependant, en 2017, la déclaration de Tony de Brum, ambassadeur climat des Îles Marshall (décédé depuis) donnait la priorité à l'action climatique devant les revenus apportés par l'immatriculation des bateaux.

Si ce secteur est le dernier à se donner des objectifs de réduction dans le cadre de l'Accord de Paris, c'est justement parce que les pays membres de l'OMI ont un poids différent selon le nombre de navires immatriculés sous leurs drapeaux. [L'ONG Transparency International](#) a ainsi dénoncé la mainmise de ces États qui vivent de la vente de leur pavillon à la flotte internationale et qui n'ont aucun intérêt à ce que des règles contraignantes viennent entraver le développement du transport maritime.

L'accord a une conséquence technique immédiate. Dès 2030, les bateaux neufs devront ne plus émettre de CO₂. Le secteur planche déjà sur des solutions techniques pour améliorer l'efficacité énergétique des navires et diminuer la pollution dans les ports. [Le "partenariat global pour l'efficacité énergétique maritime"](#) supporte et fédère toute la recherche sur les biocarburants, l'efficacité des moteurs, la forme des coques, les apports d'énergies renouvelables comme l'adjonction de voiles, etc. Le développement de ces techniques peut d'ores et déjà assurer une flotte propre sans émissions dès 2035, assure par ailleurs [un récent rapport de l'OCDE](#). L'accord de Londres va accélérer cette mutation.



Qualifiant la situation de "préinsurrectionnelle" et craignant "le pire", le président a affirmé "attendre désespérément que le centre soit évacué" par les forces de l'ordre: "vais-je être obligé de faire directement appel au ministère de l'Intérieur?"

"Rave-party"

S'y tiennent aussi selon lui "des fêtes, ce qu'on appelle les rave-party: le vendredi soir, le samedi soir, des centaines de jeunes viennent festoyer au centre Tolbiac".

Tolbiac, qui fait partie de Panthéon-Sorbonne (ou Paris-1), est occupé depuis le 26 mars par des étudiants et des militants. Il est devenu l'un des lieux emblématiques de la mobilisation contre la loi modifiant l'accès à la fac, qui touche plusieurs sites universitaires en France.

Le 11 avril, Georges Haddad [avait demandé l'intervention de la police](#) pour faire lever le blocage, notamment après la découverte de cocktails Molotov à Tolbiac. Mais la police a pour l'heure exclu une opération aussi sensible dans cette tour de 22 étages.

À noter que les propos de Georges Haddad ne manquent pas d'interpeller. "La violence, la drogue...je comprends, c'est illicite et potentiellement dangereux. Mais que vient faire le sexe dans ce propos?", s'est interrogée l'ex-ministre des droits des femmes Laurence Rossignol.

VI) Tolbiac: "Violence, drogue, sexe", le président de la fac dénonce une situation "préinsurrectionnelle"

Invité sur CNews, Georges Haddad a (une fois encore) tiré la sonnette d'alarme et réclamé l'intervention de la police.

Rédaction Le HuffPost avec AFP



Benoît Tessier / Reuters

Il "craint le pire". Invité sur CNews ce mardi 17 avril, Georges Haddad, le président de Paris 1, a encore une fois alerté sur la situation du [site de Tolbiac](#), qui [se rêve en nouveau Notre-Dame-des-Landes](#) après [plusieurs semaines d'occupation](#).

"J'ai du mal à le décrire (le site) tellement je suis consterné par l'état du centre, un vrai capharnaüm. La violence, la drogue, le sexe même. On me l'a dit, et je crois que c'est vrai, il se passe des choses qui sont indignes", a dénoncé Georges Haddad, qui continue de réclamer l'intervention des forces de l'ordre.



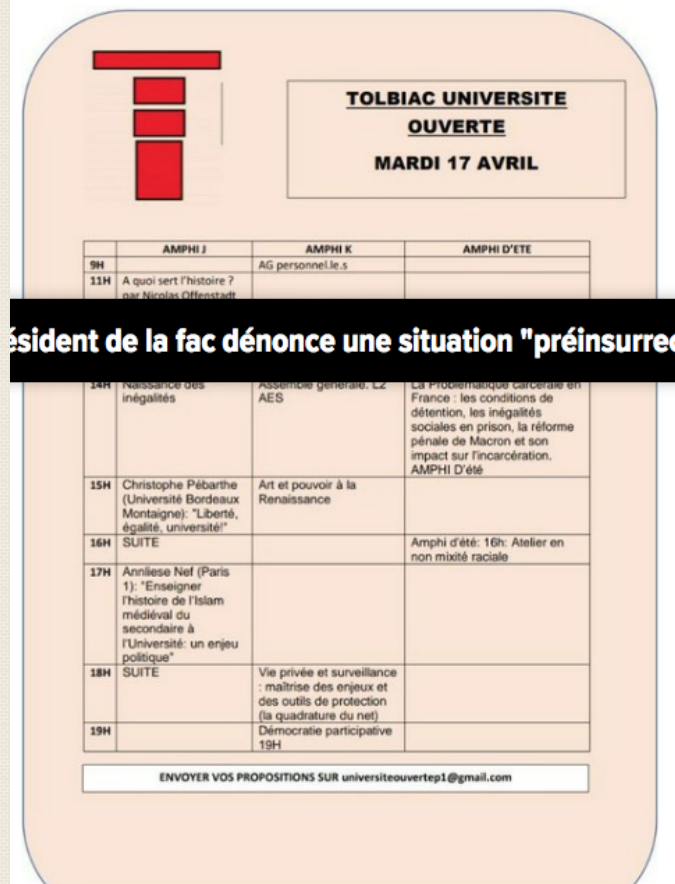
Près d'un million d'euros de dégâts

Lundi, le syndicat étudiant UNI, classé à droite, a annoncé le dépôt d'un nouveau recours visant la préfecture de police pour "libérer Tolbiac et permettre aux étudiants de pouvoir y passer leurs examens dans de bonnes conditions".

Interrogé sur le montant des dégâts matériels, Georges Haddad a estimé qu'ils approchaient "du million d'euros" et dit craindre en particulier que "le matériel informatique soit pillé, dévasté ou détruit". Il y a, selon lui, parmi les occupants "des bandits qui attendent le moment opportun pour dévaliser le centre".

Quant aux partiels, Georges Haddad a indiqué que sa préférence irait "plutôt" à "un report, pour qu'on soit dans la sérénité". "Les examens se passeront en bonne et due forme (...) il est hors de question de donner des diplômes en chocolat aux étudiants", a-t-il insisté, reprenant l'expression du chef de l'Etat.

De son côté, la Commune Libre de Tolbiac a réagi aux propos du président de l'université, dénonçant "des calomnies diffamatoires" prononcées par un président "mensonger et méprisant".



**A Suivre...
La Presse en Revue**